

Les partis régionalistes, des acteurs politico-électoraux en essor ?

Performances électorales et participations gouvernementales

Pascal DELWIT

Ces quinze dernières années, le fait régional semble s'être imposé à l'agenda politique de plusieurs Etats de même qu'à celui de l'Union européenne. Comme le rappellent Michel Croizat et Jean-Louis Quermonne, l'expression d'Etat autonome recouvre une réalité dans plusieurs situations nationales en Europe : en Espagne, en Italie, ...¹. Dans les domaines économique ou politique, le propos évoque la *résurgence*², le *développement*, l'*approfondissement* ou encore la *vague*³ du régionalisme.

Bien que moins prégnant à l'heure actuelle, l'*Europe des régions* est apparue un temps comme un avenir possible à l'édification de l'Union européenne⁴. Et des mouvements ethno-régionalistes centrifuges dans plusieurs Etats – Belgique, Espagne, Grande-Bretagne, Italie – frappent les imaginations. A ce panorama peuvent s'ajouter la création et le développement d'institutions sub-nationales dans certains pays.

Ces observations sont-elles la traduction d'une action obstinée et significative de partis politiques régionalistes (nationalistes), des *entrepreneurs ethniques* pour reprendre l'expression de Huri Türsan⁵ ? Auquel cas, les formations régionalistes auraient connu une croissance électorale et politique notable dans les deux dernières décennies. Cette idée d'en phase était déjà (prudemment) avancée par Hueglin en 1986⁶. Ou bien est-elle indépendante de l'action de partis d'essence régionaliste ? Dans cette hypothèse, le destin électoral et politique de cette famille de partis serait en tout ou en partie indépendant des mouvements institutionnels en Europe.

L'objet de cette contribution est d'essayer de répondre à cette question en forme d'alternative, en réalisant le bilan politico-électoral des partis régionalistes en Europe. Les partis à prendre en compte et leur définition suscitent des débats. Daniel-Louis Seiler parle de « partis autonomistes » : dans l'ouvrage qu'il leur a consacré, il les définit comme des formations dont le projet est de « de médiatiser la volonté politique

d'une société locale incluse dans une communauté stato-nationale dont elle se sent différente. Ce projet peut se révéler plus ou moins radical tant sur la fin que sur les moyens de le réaliser »⁷. Dans son récent ouvrage, il rappelle qu'ils peuvent prendre quatre contours : légitimiste, nationaliste périphérique, régionaliste nationalitaire et néo-centraliste⁸. Pour sa part, Jordi Argelaguet envisage la présence de partis régionalistes dans cinq configurations nationales : l'Espagne, l'Italie, la Belgique, le Royaume-Uni et la Finlande⁹. Enfin Lieven De Winter et Huri Türsan parlent de partis ethno-régionalistes : « Face à la large variété d'appellations utilisée dans la littérature, nous préférons utiliser le terme de partis « ethno-régionalistes » que nous définissons sur base de dénominateurs communs les unissant : 1) une frontière territoriale à l'intérieur même du pays ; 2) une population à qui ces partis prétendent qu'elle constitue une catégorie ethno-culturelle spécifique possédant une seule et unique identité commune »¹⁰. Ces partis ethno-régionalistes se déclinent en cinq catégories : (a) les « partis protectionnistes », (b) les « partis autonomistes », (c) les « partis fédéralistes », (d) les « partis indépendantistes », (e) les « partis rattachistes »¹¹.

Dans cet article nous prenons en considération trente-deux formations politiques de huit Etats européens :

- (a) en Finlande, le parti populaire suédois (SFP) ;
- (b) en Belgique, la *Volksunie*, la Nouvelle Alliance flamande (N-VA), le *Vlaams Belang*, le Rassemblement wallon (RW) et le Front démocratique des francophones (FDF) ;
- (c) en Italie, la Ligue du Nord (LN), l'Union valdotaine (UV), le parti populaire du sud-Tyrol (SVP), et le parti sarde d'Action (PSdAZ) ;
- (d) en Allemagne, le parti bavarois (BP) et le Comité électoral du Schleswig du sud (SSW) ;
- (e) en Grande-Bretagne, le parti national écossais (SNP), le parti du Pays de Galles (PC), le parti travailliste social-démocrate (SDLP) et le *Sinn Fein* (SF) ;
- (f) en Espagne, Convergence et Union (CIU), la Gauche républicaine de Catalogne (ERC), le parti andalou (PA), le parti nationaliste basque (PNV), *Herri Batasuna* (HB), *Euskal Alkartasuna* (EA), le parti régionaliste de Cantabrie (PRC), le parti aragonais (PAR), la *Chunta* aragonaise (CHA), le Bloc national de Galice (BNG), la Coalition canarienne (CC), l'Union valencienne (UV), le Bloc national de Valence (BNV) ;
- (g) en Roumanie, l'Union démocratique des Hongrois de Roumanie (UDMR) ;
- (h) en France, Alsace d'abord et la Ligue savoissienne.

Notre démonstration est menée en deux temps. Dans une première étape, nous proposerons un tour d'horizon électoral de l'état des partis régionalistes examinés. Pour ce faire, nous analysons les résultats des partis aux élections nationales et, lorsqu'ils existent, aux échelons sub-nationaux. Dès lors que nous traitons de formations qui ne présentent des listes que dans une partie de l'espace territorial, nous traitons les performances à l'échelle des circonscriptions dans lesquelles ces partis œuvrent. En effet, cela n'a pas beaucoup de sens de mesurer les performances des partis régionalistes au plan national.

Dans une deuxième phase, nous établissons trois tableaux, permettant de classer les partis régionalistes en Europe. Le premier s'articule sur le mouvement des performances électorales des formations régionales autour de quatre positions : stabilité, progression, déclin et disparition. Le deuxième vise à déterminer dans quelle mesure nous avons affaire à des partis relevant. Enfin, dans un troisième temps, nous distinguons différentes formes de relevance, parmi les partis que nous avons déclinés comme relevant dans le deuxième tableau.

1. La courbe électorale des partis régionalistes européens

A. La Finlande

Le parti populaire suédois (SFP)

Né en 1906 dans le processus de démocratisation de la société finlandaise, le parti populaire suédois est la formation politique qui défend les intérêts de la minorité sudophone de Finlande. Il agit dans un cadre institutionnel sans institutions décentralisées. Formation presque centenaire, le SFP enregistre dans les circonscriptions où il se présente un score qui oscille entre 8,5% (1995) et 17,2% (1948). On peut relever une érosion tendancielle de ses résultats électoraux (voir tableau 1). Mais celle-ci est relative car parallèle à celle de l'affaiblissement du suédois en Finlande. Pour l'essentiel, le SFP capte la grande majorité des suffrages de la minorité qu'il aspire à représenter. Le SFP a choisi de ne pas s'inscrire dans une démarche de travail avec des formations ethno-régionalistes et n'a donc pas rejoint l'Alliance libre européenne ou, par la suite, le parti démocratique des peuples d'Europe. Il a préféré intégrer les rangs de la famille de partis dont il sent le plus proche au plan idéologique : le parti européen des libéraux, démocrates et réformateurs (ELDR).

Tableau 1
*Résultats du parti populaire suédois aux élections nationales
dans les circonscriptions où il se présente*

<i>Elections nationales</i>					
<i>Circonscriptions dans lesquelles se présente le SFP</i>					
1945	16,47	1966	12,60	1987	10,10
1948	17,23	1970	11,52	1991	9,66
1951	15,32	1972	10,62	1995	8,52
1954	15,92	1975	9,57	1999	11,42
1958	14,32	1979	12,63	2003	11,76
1962	13,84	1983	9,50		

Acteur électoral mineur, sans être marginal, le SFP est une formation stable et surtout pivotale¹². En effet, le SFP est de presque tous les gouvernements en Finlande, jouant occasionnellement le rôle de *faiseur de rois*. Ainsi, en 1995, il a accepté de renvoyer le parti du centre – KESK – (pourtant aussi dans la famille libérale) dans l'opposition au profit d'une coalition pour le moins hétéroclite dès lors qu'elle rassemblait les conservateurs du Rassemblement national (KOK), le parti social-démocrate (SDP), l'Alliance de gauche (VAS), la Ligue verte (VIHR) et le SFP.

Sous l'angle évolutif, après un déclin partiel entre 1945 et 1966, le SFP connaît depuis quarante ans une courbe légèrement oscillante.

B. La Belgique

La Belgique a vu le développement de plusieurs formations régionalistes et ne connaît plus aujourd'hui que des partis communautaires (soit francophones, soit néerlandophones).

1. La Volksunie

Jusqu'à sa dissolution en 2001, la *Volksunie* a été l'un des principaux partis régionalistes en Europe et un acteur actif dans la coopération européenne des formations régionalistes dans l'Alliance libre européenne. Née au début des années cinquante sous l'étiquette *Christelijke Volksunie*, le parti abandonne vite son label chrétien et devient le parti héritier promoteur de la cause flamande et fédérale en Belgique. C'est dans les années soixante qu'il prend son envol électoral et politique, profitant de la perte de saillance du clivage philosophique après la conclusion du pacte scolaire.

En Flandre, il capte alors environ 15% des suffrages et est sollicité en 1974 pour participer à l'exercice des responsabilités gouvernementales. Promoteur du fédéralisme, le parti régionaliste flamand ne franchit pas le pas en raison de tensions internes très profondes sur cette opportunité. La démarche n'est accomplie qu'en 1977 et se payera d'une défaite électorale en 1978 et de la création d'une organisation concurrente, le *Vlaams Blok*.

Avec l'établissement du fait communautaire et régional, notamment suite aux lois d'août 1980, la *Volksunie* perd une partie substantielle de sa raison d'être et connaît dès la deuxième moitié des années quatre-vingt un déclin électoral manifeste (voir tableau 2). Paradoxalement, c'est depuis lors qu'il a surtout pris part au pouvoir. A l'échelle de la Région flamande surtout mais aussi de l'Etat belge, puis fédéral.

Les interrogations sur sa ou ses raisons d'être et sa place dans le système politique fédéral belge auront raison du parti. En 2001, faute d'accord entre les principaux dirigeants, la *Volksunie* se saborde au terme d'une consultation populaire interne mais qui n'a pas clairement départagé les thèses en présence¹³. Deux formations héritières voient le jour, la *Nieuw-Vlaamse Alliantie* (N-VA), conservatrice et quasi indépendantiste, et *Spirit*, libérale-libertaire. La N-VA tentera sa chance seule au scrutin fédéral de 2003 mais avec une audience limitée sans être marginale. Elle a donc décidé de se présenter au scrutin régional de 2004 avec le parti démocrate chrétien flamand (CD&V). Pour sa part, *Spirit* a opté dès 2003 pour la formule du cartel électoral, avec les sociaux-démocrates (SP.A).

2. Le Vlaams Belang

Le *Vlaams Belang* a repris, en novembre 2004, la succession du *Vlaams Blok* (VB). Le *Vlaams Blok* avait vu le jour en 1978 sous la forme d'un cartel électoral de deux formations issues de la *Volksunie* : le *Vlaams Nationaal Partij* (VNP) et le *Vlaams Volkspartij* (VVP). Ce n'est qu'au début des années quatre-vingt qu'il acquiert le statut de parti politique à part entière.

Le cycle de vie électoral du *Vlaams Blok* est assez limpide et se divise en deux grandes étapes. Durant les années quatre-vingt, le VB apparaît comme une formation modeste dans ses résultats et confinée pour l'essentiel dans la province d'Anvers. A partir de l'élection fédérale de 1991, le VB entre dans une phase ascendante importante et confirmée de scrutin à scrutin. A la dernière élection en date, le scrutin régional de juin 2004, il a capté près d'un quart de l'électorat. Notons cependant que la plupart des analystes attribuent plus cette percée aux éléments d'extrême droite qui identifient aussi le *Vlaams Blok* qu'à sa posture nationaliste flamande et indépendantiste flamande. En même temps, on ne peut ignorer que ce qui est devenu le *Vlaams Belang* est la seule formation ouvertement indépendantiste en Flandre et que son nouvel intitulé renforce sans doute cette dimension *flamande*.

Tableau 2
Résultats électoraux de la Volksunie, de la N-VA et du Vlaams Belang
(Vlaams Blok) aux élections nationales et régionales

	<i>Elections nationales</i>	<i>Elections régionales</i>	<i>Elections nationales</i>	<i>Elections régionales</i>	
<i>Flandre</i>					
	<i>Volksunie</i>		<i>Vlaams blok</i>		
1946					
1949	3,64				
1950					
1954	3,97				
1958	3,43				
1961	5,98				
1965	11,42				
1968	16,97				
1971	18,82				
1974	16,69				
1977	16,03				
1978	11,37		1978	2,01	
1981	15,93		1981	1,37	
1985	12,62		1985	2,18	
1987	12,85		1987	3,03	
1991	9,28		1991	10,28	
1995	7,30	8,96	1995	12,25	12,33
1999	8,82	9,25	1999	15,43	15,54
2003	*4,90		2003	18,07	
2004			2004		24,00

* Score de la N-VA.

3. *Le Rassemblement wallon*

Fruit du rassemblement de plusieurs formations wallonnes, le Rassemblement wallon voit le jour en 1968 comme réaction au développement du nationalisme flamand mais aussi comme formation en phase avec certaines de ses revendications fédéralistes.

Après une première victoire électorale marquante au scrutin de 1968, il connaît son heure de gloire aux élections nationales de 1971 et 1974 en décrochant 17% des voix dans l'espace politique wallon (voir tableau 3). Ces résultats lui permettront de participer au gouvernement entre 1974 et 1977, sans cependant pouvoir atteindre son objectif principal : la concrétisation nouvelle du fait régional en Belgique. Au surplus, l'exercice des responsabilités cristallisera les tensions internes, notamment sur l'axe gauche-droite, ce qui affaiblira considérablement le parti qui subit un recul sévère en 1977 et 1978.

La loi de régionalisation d'août 1980 et les multiples divisions internes du parti auront raison du Rassemblement wallon. En 1981, il ne recueille plus qu'un peu moins de 5% des suffrages et disparaît de l'échiquier politique.

Tableau 3
Résultats du Rassemblement wallon (RW) aux élections nationales

<i>Elections nationales Wallonie moins l'arrondissement de Nivelles</i>					
1965	2,96	1974	16,18	1981	4,54
1968	9,05	1977	8,36		
1971	17,86	1978	9,20		

4. *Le Front démocratique des francophones (FDF)*

Le Front démocratique des francophones est le parti de défense des francophones en Région bruxelloise. Créé en 1964, en contestation des lois linguistiques adoptées par l'Etat belge en 1962-1963, le FDF s'impose très rapidement comme le *parti dominant*¹⁴ de la Région bruxelloise. Dans l'arrondissement électoral de Bruxelles-Hal-Vilvorde et dans la circonscription de Nivelles, il glane plus de 40% des voix dans les années soixante-dix – et même près de 50% en 1974 (voir tableau 4). Ces résultats lui permettront de participer au gouvernement national de 1977-1978 sans, comme le RW, pouvoir concrétiser le fait régional.

L'adoption des lois d'août 1980 et du printemps 1988 (établissant la région bruxelloise) de même que la dépoliarisation des tensions communautaires au début des années quatre-vingt affaiblissent le parti, aussi traversé de tensions internes. Déjà affaibli par le résultat des élections de 1981, il enregistre une déroute électorale aux élections de 1985 et 1987. En 1989, aux premières élections régionales, il recueille cependant 15% des voix et participe au premier exécutif régional.

Ce déclin électoral le conduit à opter en 1993 pour un partenariat avec le parti libéral francophone, qui a débouché en 2002 sur la création du Mouvement réformateur, dont le FDF est une des composantes. Depuis 1993, il n'est donc plus possible de déterminer ses résultats électoraux spécifiques, à l'exception partielle du niveau local où son déclin est confirmé.

Tableau 4
Résultats électoraux du Front démocratiques des francophones
aux élections nationales et régionales

	<i>Elections nationales</i> <i>Bruxelles-Hal-Vilvorde</i> <i>+ Nivelles</i>	<i>Elections régionales</i> <i>Région bruxelloise</i>
1965	12,22	
1968	24,70	
1971	45,39	
1974	48,64	
1977	40,22	
1978	36,22	
1981	24,42	
1985	10,71	
1987	10,66	
1989		14,72
1991	11,87	

C. L'Espagne

L'Espagne est sans doute « le » pays où s'est affirmé de la manière la plus manifeste le développement du régionalisme (nationalisme) politique depuis une vingtaine d'années¹⁵. Le processus s'est déroulé en phase avec le processus de démocratisation et l'adoption d'une nouvelle Constitution.

1. Convergence et Union (ciu)

La configuration catalane est évidemment pleine d'intérêt dans un travail consacré aux partis régionalistes. Le spectre politique en Catalogne est marqué par la présence de deux partis régionalistes (nationalistes dans la terminologie espagnole) : Convergence et Union de Catalogne (ciu) et Gauche républicaine de Catalogne (ERC). Ajoutons que les fédérations catalanes des partis nationaux ont souvent une autonomie forte, symbolisée, par exemple, par un nom spécifique : le parti socialiste catalan (PSC) dans le chef du PSOE ou le parti socialiste unifié catalan (PSUC) pour le parti communiste (PCE).

Convergence et Union de Catalogne est en réalité un cartel de deux formations, Convergence de Catalogne (CDC) de tendance libérale et Union démocratique de Catalogne (UDC), dans le giron démocrate chrétien. Ces deux formations se présentent sous le label ciu depuis l'avènement du régime démocratique.

Convergence et Union ont été incarnées pendant trente ans par une personnalité, Jordi Pujol, âgé aujourd'hui de soixante-quinze ans. Président de la Communauté autonome de Catalogne jusqu'en 2003, Pujol a véritablement personnifié ciu et la Catalogne pendant l'exercice de son pouvoir.

Comme le montre le tableau 5, c'est à l'échelle des élections autonomiques que CiU s'est imposée comme un parti quasi dominant. A quatre reprises, le parti nationaliste catalan décroche un score supérieur à la barre des 40%, ce qui lui permet de conserver la maîtrise de la Communauté autonome.

Le scrutin de 1999 est un premier avertissement. Convergence et Union enregistre un tassement, qui le conduit sous les 40%. Pour la première fois, les nationalistes catalans sont devancés, en suffrages, par les socialistes. Compte tenu du découpage des circonscriptions, CiU emporte cependant plus de sièges. Le phénomène d'usure affectant Pujol et son cartel est corroboré par le scrutin autonome de 2003. Convergence et Union subit une défaite marquante et, pour la première fois, est envoyée dans l'opposition au profit d'une coalition associant les socialistes et l'autre formation régionaliste, la Gauche républicaine de Catalogne.

Tableau 5
Performances électorales de CiU et de ERC aux élections autonomiques et nationales

	<i>Elections nationales</i>	<i>Elections auto-nomiques</i>	<i>Elections nationales</i>	<i>Elections auto-nomiques</i>	<i>Elections nationales</i>	<i>Elections auto-nomiques</i>
<i>Catalogne</i>						
	CiU		ERC		CiU +ERC	
1977	16,93				16,93	
1979	16,45		4,20		20,65	
1980		28,00		8,97		36,97
1982	22,57		4,04		26,61	
1984		47,01		4,43		51,44
1986	32,13		2,68		34,81	
1988		46,02		4,16		50,18
1989	32,88		2,70		35,58	
1992		46,77		8,05		54,82
1993	32,03		5,13		37,16	
1995		41,36		9,59		50,95
1996	29,81		4,21		34,02	
1999		38,05		8,76		46,81
2000	28,79		5,64		34,43	
2003		31,22		16,62		47,84
2004	20,76		15,95		36,71	

Si Convergence et Union réalise aussi de bonnes performances aux élections nationales dans l'espace catalan, il apparaît néanmoins qu'un segment de l'électorat votant traditionnellement pour le cartel catalan aux élections autonomiques opte pour

un autre choix au scrutin national. Schématiquement, la courbe électorale est similaire mais avec dix points de moins en moyenne aux élections nationales. L'affaissement récent observé dans la Communauté se marque aussi au plan national. Lors du scrutin de mars 2004, Convergence et Union n'a pu emporter qu'un cinquième des voix dans le spectre catalan.

Son statut de parti important aussi au plan national a permis à Convergence et Union de monnayer son soutien parlementaire à des gouvernements minoritaires. Ce fut le cas lorsqu'en 1993, le PSOE ne parvint plus à décrocher une majorité absolue. Trois ans plus tard, l'opération fut cette fois menée avec le parti populaire espagnol d'Aznar, ce qui permit à la droite espagnole de revenir aux affaires pour la première fois depuis 1982.

2. *La Gauche républicaine de Catalogne (ERC)*

La Gauche républicaine de Catalogne (ERC) est un *vieux* parti catalan. Elle a en effet vu le jour en 1931. Toutefois depuis la chute du régime franquiste, elle a longtemps fait figure de petit poucet du nationalisme catalan, incapable de faire de l'ombre à l'action de Jordi Pujol et à Convergence et Union. Néanmoins, elle avait réussi à se construire une niche électorale non négligeable lui permettant d'emporter entre 7 et 8% des suffrages à l'occasion des élections autonomiques (voir tableau 5) et, ainsi, de devenir « un parti incontournable dans le système des partis catalans »¹⁶.

Le phénomène d'usure affectant Jordi Pujol et la difficile succession à CIU a ouvert une fenêtre d'opportunité à ERC, que ce parti a su saisir. Au scrutin autonome de 2003, le parti catalan républicain a su décrocher près de 17% des suffrages. Ce succès combiné à la défaite de CIU a conduit à un changement de majorité. ERC qui pouvait choisir la *solidarité catalane* ou la *solidarité de gauche*, a opté pour cette dernière en s'alliant avec les socialistes pariant surtout sur un effondrement de Convergence et Union, et sa propre capacité à capter désormais l'essentiel du vote nationaliste catalan.

A l'instar de son rival nationaliste, les scores d'ERC aux élections nationales sont systématiquement inférieurs à ceux décrochés aux scrutins autonomiques. Ils se situent autour de 4-5%. Observons néanmoins que le scrutin national de 2004 dément partiellement cette constatation dès lors que la Gauche républicaine catalane a remporté un pourcentage très similaire à celui glané un an plus tôt à l'élection autonome. Cette configuration est sans doute conjoncturelle. En effet, le scrutin s'est déroulé dans un contexte tendu en Catalogne. Le leader du parti Josep Lluís Carod Rovira, conseiller en chef du gouvernement de Communauté, avait reconnu avoir eu des entretiens secrets avec des dirigeants de l'ETA. Cette révélation lui avait coûté le poste de numéro deux de gouvernement et a polarisé une partie du vote en Catalogne au scrutin de mars 2004.

3. *Le parti nationaliste basque (PNV)*

Le parti nationaliste basque est l'une des plus anciennes formations espagnoles puisqu'elle a été créée par Sabino de Arana en 1895¹⁷. Dès les premières élections autonomiques de 1980, le PNV s'impose comme le premier parti du Pays basque en décrochant 38,1%, en dépit de la concurrence d'*Herri Batasuna*, le bras politique

de l'ETA. En 1984, il amplifie même sa performance en passant la barre des 40%. Mais à partir de 1986, il subit la concurrence d'une nouvelle formation régionaliste (nationaliste) basque – *Euskal Alkartasuna* –, scission du PNV¹⁸, qui écorne son caractère dominant dans le système de partis basque. Cependant, lors du scrutin autonome de 2001, les deux formations se sont présentées en cartel et ont décroché un pourcentage supérieur à 40%. Ce résultat devait, pour une bonne part, à la défaite encourue par *Herri Batasuna* et à la polarisation sur la question basque durant le deuxième gouvernement Aznar (2000-2004). L'élection d'avril 2005 a été moins porteuse pour ce cartel qui n'a, cette fois, recueilli qu'un peu plus de 38% des voix et 29 sièges pour 33 quatre ans plus tôt. Interdite, *Herri Batasuna* (ou *Euskal Herritarok*) ne pouvait pas se présenter aux élections. Mais elle a appelé à voter pour le nouvellement créé parti communiste des terres basques, qui a recueilli 12,5% des suffrages.

Tableau 6
Résultats du parti nationaliste basque aux élections autonomiques
et nationales au Pays basque et en Navarre

	<i>Elections nationales</i>	<i>Elections autonomiques</i>	<i>Elections nationales</i>	<i>Elections autonomiques</i>
	<i>Pays basque</i>		<i>Navarre</i>	
1977	29,34			
1979	27,63			
1980		38,10		
1982	31,88		5,50	
1983				6,75
1984		42,01		
1986	27,97	23,71	1,82	
1989	22,93		0,93	
1990		28,49		
1993	24,44		1,16	
1994		29,84		
1996	25,43		1,00	
1998		28,01		
2000	30,38		2,25	
2001		*42,72		
2004	33,71			
2005		*38,60		

* En alliance avec *Euskal Alkartasuna*.

Depuis l'établissement de la Communauté autonome du Pays basque, le PNV a décroché toutes les présidences du gouvernement. Il a exercé les responsabilités

avec différents partenaires. La dernière expérience (2001-2005) est marquée par une alliance avec *Euskal Alkartasuna* et Gauche unie (communiste).

Les scores du parti nationaliste basque aux élections nationales sont le plus souvent plus bas, quoique notables, qu'aux scrutins autonomiques. Le PNV n'a jamais pu atteindre, ni même approcher, la barre des 40%. Son résultat moyen se situe aux alentours de 25-30%. Les 33% qu'il a glanés au scrutin national de mars 2004 sont largement dus à l'interdiction d'*Herri Batasuna* et au contexte *basque* du scrutin, en particulier la perspective d'un plan du président du gouvernement autonome, Juan Jose Ibarretxe, visant à proposer un pacte de *libre association* entre le Pays basque et l'Espagne.

Le PNV a aussi essayé de s'implanter dans la Communauté autonome voisine du Pays basque, la Navarre. Mais la greffe n'a pas pris. Au scrutin autonome de 1983, le PNV n'enlève que 6,8%, soit moins que son adversaire radical HB. Il abandonnera ce terrain à ce dernier et à l'autre formation régionaliste, *Euskal Alkartasuna*. Les performances aux élections nationales sont insignifiantes.

4. Herri Batasuna

Herri Batasuna (HB) est une formation qui a suscité une forte polarisation en Espagne. Considérée comme le bras politique de l'ETA, elle est à la fois indépendantiste et d'extrême gauche. Contrairement à une idée reçue, cette formation a joui d'un soutien social et électoral actif d'une partie de la société basque. De 1980 à 1998, *Herri Batasuna* a recueilli lors de chaque scrutin autonome un pourcentage se situant dans une fourchette entre 15 et 18% des voix (voir tableau 7). En 2001, HB a pâti d'une cristallisation autour de la question basque et du PNV de même que de l'opprobre affectant à ce moment l'organisation de lutte armée ETA. Cela explique sans doute son recul significatif à 10%.

Compte tenu de son soutien (à tout le moins passif) à l'ETA, *Herri Batasuna* a été suspendue pour trois ans le 26 août 2002 par le juge anti-terroriste espagnol Baltasar Garzón. Dans la foulée, le parlement lançait une procédure d'interdiction adoptée par le PSOE, le parti populaire, et la Coalition canarienne¹⁹. Depuis, le parti ne peut plus se présenter aux élections. Nous l'avons souligné, au scrutin autonome d'avril 2005, il appuyait le parti communiste des terres basques, qui a décroché neuf sièges.

Bien que refusant de siéger aux Cortès espagnols, *Herri Batasuna* déposait aussi des listes aux élections nationales. Dans le collège basque, HB réalisait des scores en moyenne inférieurs de un à deux points à ceux glanés aux élections autonomiques, soit entre 13 et 15% des voix. L'absence de ce potentiel aux élections nationales semble avoir surtout profité au PNV et à *Euskal Alkartasuna*.

Au-delà du Pays basque, épinglons aussi la bonne implantation d'*Herri Batasuna* en Navarre. Contrairement au PNV, HB a su y capter un vote anti-centraliste. Le pourcentage décroché aux élections autonomiques se situe aux environs de 10% en moyenne. Et il en va d'ailleurs de même aux scrutins nationaux. Il n'y a pas d'écarts significatifs entre élections de communautés et pour les Cortès.

Tableau 7
Résultats électoraux d'Herri Batasuna aux élections autonomiques
et nationales au Pays basque et en Navarre

	<i>Elections nationales</i>	<i>Elections autonomiques</i>	<i>Elections nationales</i>	<i>Elections autonomiques</i>
	<i>Pays basque</i>		<i>Navarre</i>	
1979	15,02		7,56	
1980		16,55		
1982	14,78		12,86	
1983				10,43
1984		14,65		
1986	17,78	17,47	13,82	
1987				13,31
1989	16,98		10,01	
1990		18,33		
1991				11,11
1993	14,83		10,21	
1994		16,29		
1995				9,15
1996	12,47		8,07	
1998		17,91		
1999				15,45
2000				
2001		10,12		

5. Euskal Alkartasuna

Scission du parti nationaliste basque, *Euskal Alkartasuna* est le dernier venu des partis régionalistes (nationalistes) au Pays basque, formellement créé en 1987 mais qui, dans les faits, est présent dès 1986 dans la lutte électorale. Il se veut un parti tout à la fois basque – il revendique l'indépendance du Pays basque dans le cadre européen – et social-démocrate.

Passée la percée opérée dans le cadre de sa création, *Euskal Alkartasuna* a des difficultés à conserver le socle électoral d'une dizaine de pour cent engrangé aux élections autonomiques de 1986, 1990 et 1994 (voir tableau 8). Depuis le milieu des années quatre-vingt-dix, EA subit une érosion symbolisée par son recul au scrutin autonome de 1998. Cette évolution associée au débat sur le devenir du Pays basque l'a conduit à se présenter en cartel avec le PNV aux élections autonomiques de 2001 et 2005.

A l'occasion des élections nationales, EA a largement suivi le parcours énoncé dans le cadre autonome : une percée dans la deuxième moitié des années quatre-vingt

que le parti a du mal à stabiliser, *a fortiori* à développer. Aussi, les résultats d'*Euskal Alkartasuna* sont-ils en érosion à tous les scrutins pour les Cortès depuis 1993.

En Navarre, EA a su conserver tout au long de la période un socle électoral stable autour de 5-7% aux élections autonomiques et de 4% pour les élections nationales. Lors du dernier scrutin autonome, le régionalisme modéré coalisé a fait une irruption dans le sous-système de partis en Navarre en emportant 18% des voix. Soulignons que ce résultat doit aussi, sinon surtout, à l'interdiction d'*Herri Batasuna*.

Tableau 8
Résultats d'Euskal Alkartasuna aux élections autonomiques et nationales
au Pays basque et en Navarre

	<i>Elections nationales</i>	<i>Elections régionales</i>	<i>Elections nationales</i>	<i>Elections régionales</i>
	<i>Pays basque</i>		<i>Navarre</i>	
1977				
1979				
1980				
1982				
1983				0,00
1984				
1986		15,84		
1987				6,93
1989	11,24		4,50	
1990		11,38		
1991				5,48
1993	10,01		4,23	
1994		10,31		
1995				4,53
1996	8,35		4,45	
1998		8,69		
1999				5,40
2000	7,57		4,63	
2001		*		
2003				7,61
2004	6,51		**18,36	
2005		*		

* En cartel avec le PNV, voir tableau 6 ; ** en cartel avec le PNV et d'autres petites organisations.

6. *Le parti régionaliste de Cantabrie*

Un parti régionaliste s'est aussi développé en Cantabrie : le parti régionaliste de Cantabrie (PRC). Peu connu dans la communauté scientifique travaillant sur les formations régionalistes, le PRC est néanmoins un acteur important dans le sous-système de partis en Cantabrie.

Ayant abandonné l'attitude politique de se présenter aux élections nationales, le PRC a réussi à s'imposer durablement aux élections autonomiques comme une formation avec laquelle il fallait compter. Les résultats contemporains du parti sont même supérieurs à ceux enregistrés lors des élections des années quatre-vingt et du début des années quatre-vingt-dix (voir tableau 9). Ces performances lui ont permis d'accéder aux responsabilités gouvernementales depuis 1995.

Le cinquième d'électeurs qu'il a su capter lors des élections autonomiques en 2003 a permis au parti de décrocher la Présidence du gouvernement autonome, où il gouverne avec le parti socialiste ouvrier espagnol.

Tableau 9
Résultats du parti régionaliste de Cantabrie
aux élections autonomiques et nationales

<i>Elections nationales</i>	<i>Elections autonomiques</i>	<i>Elections nationales</i>	<i>Elections autonomiques</i>
<i>Cantabrie</i>			
1983	6,63	1995	14,44
1987	12,61	1999	13,41
1991	6,30	2003	19,47
1993	5,72		

7. *Le parti aragonais (PAR)*

En Aragon, la scène politique régionaliste a d'abord été dominée par le parti aragonais. Lors des quatre premières élections autonomiques, cette formation décroche entre 20 et 28% des voix (voir tableau 10). Comme souvent en Espagne dans le chef des partis régionalistes, les scores du parti aragonais aux élections nationales sont sensiblement inférieurs : il parvient néanmoins à décrocher un cinquième de l'électorat au scrutin de 1993.

Compte tenu de la difficulté du parti populaire et du parti socialiste ouvrier espagnol à décrocher une majorité absolue aux élections autonomiques, le parti aragonais se présente comme un parti pivot. Il a ainsi exercé les responsabilités ministérielles en Aragon avec le parti populaire d'abord (1987-1993 et 1995-1999) puis avec le PSOE depuis 1999. Ainsi donc, malgré son érosion électorale, le parti aragonais est une formation clé du sous-système de partis en Aragon.

8. *La Chunta aragonaise (CHA)*

Au début des années quatre-vingt, le PAR est concurrencé sur son terrain par une nouvelle formation, la *Chunta* aragonaise. En trois scrutins au niveau de la

Communauté aragonaise – 1995, 1999, 2003 –, la *Chunta* a réussi à supplanter le parti aragonais et à devenir le principal parti régionaliste de la Communauté. Il faudra vérifier que la configuration de l'élection autonome de 2003 n'était pas conjoncturelle. Cela semble peu probable si l'on se réfère au scrutin national de mars 2004, où la *Chunta* a décroché trois fois plus de voix que le PAR (voir tableau 10).

Mais comme dans le cas du PAR, les pourcentages enlevés aux élections nationales sont en deçà des performances aux élections autonomiques.

Sur toute la période considérée, le jeu entre les deux formations régionalistes ne modifie pas l'influence électorale du nationalisme politique aragonais, qui est stable autour de 25% des voix pour l'élection des députés de Communauté.

Tableau 10
Résultats du parti aragonais et de la Chunta aragonaise
aux élections autonomiques et nationales en Aragon

	<i>Elections nationales</i>	<i>Elections auto-nomiques</i>	<i>Elections nationales</i>	<i>Elections auto-nomiques</i>	<i>Elections nationales</i>	<i>Elections auto-nomiques</i>
<i>Aragon</i>						
	<i>PAR</i>		<i>Chunta</i>			<i>Total</i>
1979	6,07				6,07	
1982	-					
1983		20,21				20,21
1986	11,11				11,11	
1987		27,81		0,95		28,76
1989	10,97		0,48		11,45	
1991		24,51		2,28		26,79
1993	19,14		0,84		19,98	
1995		20,31		4,82		25,13
1996	-		6,5			
1999		13,17		11,01		24,18
2000	5,38		10,58		15,96	
2003		11,44		14,04		25,48
2004	4,68		12,32		17,00	

9. *Le Parti andalou (PA)*

L'Andalousie a aussi vu émerger un parti régionaliste, le parti andalou. Celui-ci n'a néanmoins pas réussi à se hisser dans la posture d'une formation avec laquelle il fallait solidement compter. En effet si l'on excepte l'élection autonome de 1990 au cours de laquelle il recueille un dixième des suffrages, le parti andalou est resté confiné dans une niche électorale, certes stable mais qui dépasse difficilement les 5 à 6% (voir tableau 11).

Aux scrutins nationaux, les résultats réalisés par la formation andalouse sont en deçà de ses performances au plan autonome ; en moyenne entre deux et quatre pour cent, qui se révèlent insuffisants pour enlever un siège aux Cortès.

Tableau 11
Résultats du parti andalou aux élections autonomiques et nationales

	<i>Elections nationales</i>	<i>Elections autonomiques</i>		<i>Elections nationales</i>	<i>Elections autonomiques</i>
<i>Andalousie</i>					
1979	11,09		1993	2,42	
1982	2,24	5,36	1994		5,76
1986	2,80	5,78	1996	3,14	6,66
1989	6,26		2000	5,11	7,43
1990		10,71	2004	4,06	6,28

10. Le Bloc national de Galice (BNG)

En Galice, le *nationalisme politique* s'est imposé dans le sous-système de partis galiciens. Marqué à gauche, le Bloc national de Galice est progressivement devenu un acteur politico-électoral important, « le référent principal de l'opposition »²⁰ à la dominance du parti populaire, et de son leader dans la Communauté José-Manuel Fraga Iribarne.

Alors qu'il ne recueillait que 5 à 7% des suffrages aux élections autonomiques dans les années quatre-vingt, le BNG a indubitablement franchi un cap dans les années quatre-vingt-dix dès lors qu'il est désormais en mesure d'obtenir 20 voire 25% des suffrages, et de se positionner ainsi comme un des acteurs d'une alternative éventuelle au gouvernement autonome de centre-droit (voir tableau 12).

Tableau 12
Résultats du Bloc national de Galice aux élections autonomiques et nationales

	<i>Elections nationales</i>	<i>Elections autonomiques</i>		<i>Elections nationales</i>	<i>Elections autonomiques</i>
<i>Galice</i>					
1977	2,03		1993	8,08	18,55
1979	5,98		1996	12,97	
1981		6,27	1997		25,11
1982	0,92		2000	18,62	
1985		4,23	2001		22,97
1986	2,12		2004	11,77	
1989	3,62	8,01			

Aux élections nationales, le même mouvement peut être observé mais avec une ampleur moindre. Les résultats des années quatre-vingt-dix sont meilleurs que ceux des années quatre-vingt, mais la configuration reste moins élevée qu'aux élections nationales. Par ailleurs, l'effet *vote utile* à gauche peut jouer en sa défaveur. C'est ce qui explique largement sa contre-performance au scrutin de mars 2004.

11. La Coalition canarienne (cc)

La Coalition canarienne est une autre formation politique régionaliste espagnole avec un poids politique indéniable dans son espace. Se présentant pour la première fois aux élections nationales de 1986, la cc parvient à y glaner près de 10% des voix, performance qu'elle réédita au scrutin de 1989 avant d'opérer une progression spectaculaire au scrutin de 1993. A cette occasion, la coalition canarienne capta un quart de l'électorat (voir tableau 13). Et elle a stabilisé ce pourcentage aux élections de 1996, 2000 et 2004, décrochant ainsi entre trois ou quatre sièges aux Cortès.

Son poids politique et électoral est plus important encore aux élections autonomiques puisque dès les élections autonomiques de 1987, elle enlève 20% des suffrages et elle franchit le seuil de 30% en 1995 avant d'atteindre son sommet quatre ans plus tard : 36,5%.

Tableau 13
Résultats électoraux de la Coalition canarienne (cc)
aux élections nationales et autonomiques

Elections nationales		Elections autonomiques		
<i>Iles Canaries</i>				
1983		1,51	1995	32,46
1986	9,85		1996	25,24
1987		19,79	1999	36,54
1989	9,71		2000	25,56
1991		22,59	2003	32,57
1993	25,74		2004	23,46

12. L'Union valencienne (UV) et le Bloc national de Valence (BNV)

Dans la Région de Valence, on recense deux formations d'essence régionaliste, l'Union valencienne (UV) et le Bloc national de Valence (BNV). Elles coexistent et sont en compétition politique depuis presque un quart de siècle.

A ce stade, aucun des deux partis n'a su s'imposer à l'autre et chacun ne réalise que des performances modestes : aux élections nationales, l'Union valencienne n'a atteint que 6,9% (1989) alors que le BNV plafonne à 2,4% (2000).

Au plan des élections autonomiques, le tableau n'est pas sensiblement différent. Comme dans toutes les autres configurations que nous avons examinées dans le cadre espagnol, il y a une prime aux partis régionalistes lors de ces scrutins, mais la performance d'ensemble reste contenue. L'UV a décroché sa meilleure performance

en 1991, en rassemblant un dixième de l'électorat sur son nom alors que le maximum enlevé par la BNV est de 4,77% (voir tableau 14).

Notons cependant que les courbes des deux formations sont en train de croiser. Les résultats de l'UV sont en érosion depuis une quinzaine d'années. Le parti a même renoncé à se présenter aux élections nationales de mars 2004. En revanche, les résultats du BNV progressent lentement, tout en restant modestes.

Tableau 14
Résultats électoraux de l'Union valencienne et du Bloc national de Valence
aux élections nationales et autonomiques

	<i>Elections nationales</i>	<i>Elections autonomiques</i>	<i>Elections nationales</i>	<i>Elections autonomiques</i>
<i>Valence</i>				
	UV		BNV	UPV/BNV
1982			0,90	
1983		0,00		3,04
1986	3,10		1,90	
1987		8,95		0,00
1989	6,90		1,90	
1991		10,31		3,66
1993	4,60		1,70	
1995		6,97		2,70
1996	3,60		1,00	
1999		4,65		4,50
2000	2,40		2,40	
2003		3,04		4,77
2004			1,60	

D. La Grande-Bretagne

En Grande-Bretagne, la configuration relative au développement des partis régionalistes peut s'analyser à l'aune de trois aires régionales : l'Irlande du nord, le Pays de Galles et l'Ecosse.

Sous l'angle de l'étude des partis régionalistes, la situation nord-irlandaise est un cas très particulier. En effet, tous les partis y sont des partis régionaux dans la mesure où ils ne se présentent que dans cet espace. Mais les deux partis d'essence protestante, l'*Ulster Unionist Party* (UUP) et le *Democratic Unionist Party* (DUP) sont nationalistes britanniques alors que l'on peut qualifier les deux formations de tendance *catholique*, le *Sinn Fein* (SF) et le *Social Democratic and Labour Party* (SDLP) comme deux partis rattachistes.

1. Le parti travailliste social-démocrate (SDLP) et le Sinn Fein

Tout au long de la décennie soixante-dix, le SDLP est presque seul à représenter dans l'arène électorale la revendication « régionaliste » catholique. Il décroche dans cette période un gros cinquième des voix nord-irlandaises.

Dans cette optique, la formation aux vues les plus radicales – le *Sinn Fein* – supplante progressivement le parti plus *modéré*, le SDLP. L'entrée sur le « marché électoral » du *Sinn Fein* intervient en 1983. Elle n'affecte que modérément le SDLP dans la mesure où sa présence augmente la mobilisation et la participation de la communauté catholique au processus électoral, quand bien même concernait-il les élections nationales britanniques. L'intransigeance de Margaret Thatcher face à la grève de la faim de prisonniers de l'IRA et le décès de Bobby Sands, qui avait gagné une élection partielle, a contribué à cette mobilisation. Neuf autres prisonniers en grève de la faim moururent aussi.

Tableau 15

Résultats électoraux du SDLP et du Sinn Fein aux élections nationales et régionales

	Elections nationales		Elections régionales	
	SDLP	SF	Irlande du Nord	
	SDLP	SF	SDLP	SF
1974 (février)	22,36			
1974 (octobre)	21,96			
1979	18,15			
1983	17,91	13,43		
1987	21,10	11,42		
1992	23,49	9,97		
1997	24,12	16,07		
1998			21,96	17,63
2001	20,96	21,71		
2003			16,98	23,52

Durant trois élections, le rapport électoral entre le SDLP et le SF s'établit à deux voix exprimées en faveur du SDLP – une en faveur du *Sinn Fein*. Ce rapport évoluera dans le cadre du processus de paix que connaît progressivement l'Irlande du Nord dans la décennie quatre-vingt-dix. Le *Sinn Fein* reçoit une consécration électorale de plus en plus importante et resserre l'écart avec le SDLP. Dans le même temps, la proportion de voix en faveur des deux formations *catholiques* s'accroît.

La première élection qui intervient pour la Nouvelle assemblée nord-irlandaise confirme ces tendances. Le score cumulé des deux partis frôle toujours les 40% et la différence entre SDLP et *Sinn Fein* s'est amenuisée. Au scrutin national de 2001, les deux partis sont au coude à coude. Pour la première fois, néanmoins, le SDLP enregistre un recul sensible alors que le SF enregistre un bond marquant, mais ce dernier devance

le parti modéré. L'élection régionale de 2003 amplifie cette tendance. Le SDLP perd à nouveau plusieurs points alors que le *Sinn Fein* atteint son plafond historique. L'écart entre les deux formations s'élève à six points, mais cette fois au profit du *Sinn Fein*.

2. Le parti du Pays de Galles (PC)

La vie politico-électorale du parti du Pays de Galles peut grossièrement être divisée en trois étapes. De 1945 à la fin des années 1950, le régionalisme (nationalisme) gallois ne rencontre que peu d'échos aux élections nationales britanniques. Le PC ne présente d'ailleurs qu'un nombre limité de candidatures dans les circonscriptions uninominales.

La décennie soixante est une période charnière. Le parti du pays de Galles sort de la marginalité politique et commence à recueillir des scores d'estime dans plusieurs circonscriptions.

Tableau 16
Résultats électoraux du parti du Pays de Galles et du parti national écossais
aux élections nationales et régionales

	<i>Elections nationales</i>	<i>Elections régionales</i>	<i>Elections nationales</i>	<i>Elections régionales</i>
	<i>Ecosse</i>		<i>Pays de Galles</i>	
1945	1,4		1,1	
1950	0,4		1,2	
1951	0,3		0,7	
1955	0,5		3,1	
1959	0,8		5,2	
1964	2,4		4,8	
1966	5,0		4,3	
1970	11,4		11,5	
1974	21,9		10,8	
1974	30,9			
1979	17,3		8,1	
1983	11,8		7,8	
1987	14,0		7,3	
1992	21,5		8,9	
1997	22,1		9,9	
1999		27,30		30,69
2001	20,1		14,3	
2003		20,85		19,73

Depuis les années soixante-dix, le PC s'impose comme un concurrent politique nouveau, singulièrement pour le parti travailliste, avec lequel il faut désormais compter aux élections. Sur toute la période, le PC remporte en moyenne un peu moins de 10% des suffrages. La traduction en sièges est néanmoins très dépendante de ses

performances dans certaines circonscriptions mais aussi de celles du parti travailliste. Ainsi en 1970, où il obtient l'un de ses pourcentages les plus élevés dans l'ensemble du Pays de Galles (11,50%), il ne parvient à remporter aucun siège alors qu'il en glane trois en 1974 avec 0,70 points de moins en moyenne (voir tableau 16).

Ces dernières années, le parcours politique du parti du Pays de Galles doit aussi être appréhendé à la lumière de la mise en place de nouvelles institutions régionales. Lors du premier scrutin régional, en 1999, les régionalistes gallois ont créé la surprise en remportant pas moins de 30% des suffrages, il est vrai dans le cadre d'un mode de scrutin différent de l'échelon national. Cette victoire électorale de même que le comportement par rapport aux institutions régionales et en leur sein n'a pas été simple à gérer pour le PC. Et la deuxième élection régionale a attesté d'un reflux sensible, 19,7% des voix. Il n'en reste pas moins que le PC est devenu un acteur politique crédible avec lequel il faut désormais compter structurellement dans les circonscriptions du Pays de Galles aux élections nationales et dans le nouveau canevas institutionnel régional.

3. *Le parti national écossais (SNP)*

Le parcours politico-électoral du parti national écossais, fondé en 1934²¹, est dans une certaine mesure identique à celui du parti du Pays de Galles. Durant les quinze premières années qui suivent la deuxième guerre mondiale, le SNP se présente sous les atours d'un parti à la limite de la marginalité politique. Le SNP ne dépose que quelques candidatures dans l'ensemble des circonscriptions écossaises et le résultat est pour le moins confidentiel.

La décennie soixante constitue aussi un moment charnière. En l'espace de deux élections, 1964 et 1966, le SNP sort de la quasi-marginalité et s'impose progressivement comme un petit parti décrochant désormais un score d'estime.

Au début de la décennie soixante-dix, le parti national écossais entame une nouvelle vie. A l'élection nationale de 1970, il franchit la barre des 10% dans les circonscriptions écossaises et surtout décroche son premier siège. En revanche, contrairement à son *alter ego* gallois, sa courbe électorale sera par la suite plus chahutée, faite de hauts – 1974, par exemple – et de bas ou de retours en arrière, 1979 et 1983 (voir tableau 16).

Depuis 1987, le SNP est à nouveau dans une spirale porteuse, qui l'a conduit à décrocher un cinquième de l'électorat écossais aux dernières élections nationales et cinq sièges au scrutin de 2001. Au surplus, comme pour le PC dans le cas gallois, la création des institutions régionales a contribué au développement de son influence politique. Au premier scrutin régional de 1999, il enlève 27,3%, s'imposant comme le premier parti d'opposition, devant les conservateurs et les libéraux démocrates, lesquels rejoindront le gouvernement par la suite. Dans son cas aussi, ce nouveau statut n'a pas été simple à gérer et la création d'institutions régionales l'a partiellement mis en porte-à-faux par rapport à la revendication indépendantiste. Cela dit, même si sa performance régionale fut nettement en retrait lors de la deuxième élection régionale, le SNP apparaît désormais comme l'une des formations les plus importantes du sous-système de partis en Ecosse.

E. L'Italie

1. Le parti populaire du sud-Tyrol (SVP)

En Italie, le parti populaire du sud-Tyrol est la formation de défense de la minorité germanophone. De la fin de la deuxième guerre mondiale à nos jours, il s'est imposé comme l'agrégateur du vote germanophone au nord de l'Italie. Comme parti communautaire, il a su capter et conserver sans à-coups l'électorat germanophone du sud-Tyrol, principalement concentré dans la province de Bolzano. Aux élections nationales et régionales, il recueille environ 30% des voix à chaque élection dans la circonscription du Trentin-Haut-Adige.

A l'échelle régionale, si nous examinons la situation dans la seule province de Bolzano, les scores sont encore bien plus importants même s'ils ont subi une érosion ces quinze dernières années. Alors que le score moyen dépassait les 60% jusqu'au début des années quatre-vingt-dix, il est désormais plus proche de la barre des 50% que de celle des 60% (tableau 17).

Tableau 17
Résultats électoraux du parti populaire du sud-Tyrol (SVP)
aux élections nationales et régionales

	<i>Elections nationales</i>	<i>Elections régionales</i>		<i>Elections nationales</i>	<i>Elections régionales</i>
	<i>Trentin- Haut- Adige</i>	<i>Province de Bolzano</i>		<i>Trentin- Haut- Adige</i>	<i>Province de Bolzano</i>
1946	0,00		1978		61,27
1948	30,69	67,60	1979	35,84	
1952		64,76	1983	32,43	59,44
1953	28,32		1987	33,05	
1956		64,40	1988		60,38
1958	29,30		1992	31,11	
1960		63,86	1993		52,04
1963	27,85		1994		
1964		61,27	1996		
1968	30,01	60,69	1998		56,60
1972	30,12		2001	32,90	
1973		56,42	2003		55,64
1976	32,50				

2. Le parti sarde d'action (PSdAZ)

Le parti sarde d'action est une formation ancienne qui a vu le jour en 1921 et bénéficiait à l'origine « de la présence capillaire du mouvement des combattants » de la première guerre mondiale²². Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, le parti sarde d'action a voulu représenter les intérêts de la Sardaigne dans l'édification de l'Italie démocratique. Aux deux premières élections, 1946 et 1945, il recueille un

succès d'estime lui permettant de décrocher respectivement deux et un sièges à la Chambre des députés. Mais ce point d'appui sera insuffisant pour son développement et le PSDAZ abandonnera la politique nationale pendant quarante ans.

Il se représente pour la première fois lors des élections nationales de 1992 et réalise une performance qui n'est pas anecdotique et qui est même amplifiée au scrutin de 1994. Mais ce résultat sera sans lendemain. Aux élections nationales et régionales suivantes, le PSDAZ est confiné dans une fourchette de 3-4%, l'empêchant de jouer un rôle significatif au plan national ou régional.

Tableau 18

Résultats électoraux du parti sarde d'action aux élections nationales et régionales

	<i>Elections nationales</i>	<i>Elections régionales</i>	<i>Elections nationales</i>	<i>Elections régionales</i>
<i>Sardaigne</i>				
1946	14,89		1983	0,00
1948	10,26		1987	0,00
1953	0,00		1992	9,50
1958	0,00		1994	11,96
1963	0,00		1996	3,81
1968	0,00		1999	4,46
1972	0,00		2001	3,01
1976	0,00		2004	3,83
1979	0,00			

3. L'Union valdotaine (UV)

Née en 1945, l'Union valdotaine est à l'évidence un parti communautaire. Parti défenseur de la communauté francophone du Val d'Aoste, l'UV a attiré à elle l'électorat l'essentiel de l'électorat francophone du Val d'Aoste.

Aussi, tout au long de la période, l'Union valdotaine décroche-t-elle un score relativement stable, autour de 45-50% des suffrages, même si cette observation souffre deux petites exceptions, les élections de 1976 et de 1983. Ses performances aux élections régionales du Val d'Aoste se situent exactement dans la même ligne, l'UV recueillant un peu moins de 50% des suffrages.

Tableau 19
Résultats électoraux de l'Union valdotaine aux élections nationales et régionales

	<i>Elections nationales</i>	<i>Elections régionales</i>		<i>Elections nationales</i>	<i>Elections régionales</i>
<i>Val d'Aoste</i>					
1946	51,79		1976	35,53	
1948	41,07		1979	45,24	
1953	42,10		1983	38,88	
1958	50,94		1987	55,15	
1963	49,82		1992	49,58	
1968	47,78		1998		42,57
1972	49,46		2003		47,23

4. *La Ligue du Nord (LN)*

La Ligue du Nord est un acteur relativement récent dans le paysage politique italien. Sa qualification n'est pas sans poser problème. Dans un premier temps, elle est plutôt analysée comme une formation régionaliste d'essence populiste prônant le fédéralisme²³. Depuis plusieurs années, elle « appartient à deux familles différentes, celles des partis ethno-régionalistes et celles des partis de la nouvelle droite radicale »²⁴.

A partir de *Lega Veneto* et la *Lega Lombarda*, la ligue a principalement opéré sa percée à la croisée des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix. Au plan national, elle recueille entre 15 et 17% des suffrages dans le nord de l'Italie aux élections nationales de 1992, 1994 et 1996. Et pour ce qui concerne les scrutins régionaux, ses meilleurs scores en Lombardie, Piémont, Ligurie et Veneto sont glanés en 1990 et 1995.

En revanche, la Ligue du Nord a eu beaucoup de mal à confirmer son implantation dans le nord-italien sur la base de « l'indépendance padane ». Le scrutin national de 2001 atteste d'un recul important puisque la Ligue perd plus de la moitié de ses électeurs à cette occasion. Il est vrai que cette contre-performance avait été annoncée par le recul aux élections régionales de 2000 : dans les quatre régions du nord, la Ligue du Nord avait subi un tassement parfois significatif par rapport aux scores enregistrés en 1995. Au scrutin d'avril 2005, la Ligue du Nord a, globalement, reproduit les scores des élections régionales de 2000. On observe même un léger redressement en Vénétie.

Tableau 20
Résultats électoraux de la Ligue du Nord aux élections nationales et régionales

	<i>Elections nationales</i>		<i>Elections régionales</i>		
	<i>Circonscriptions où se présente la LN</i>	<i>Lombardie</i>	<i>Piémont</i>	<i>Ligurie</i>	<i>Veneto</i>
1990		18,90	5,10	6,10	5,90
1992	17,11				
1994	14,74				
1995		17,66	11,13	6,54	17,52
1996	17,07				
2000		15,47	7,56	4,32	11,97
2001	8,22				
2005		15,82	8,47	4,68	14,65

F. L'Allemagne

1. Le parti bavarois (BP)

Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, le parti bavarois avait pour ambition d'attirer l'essentiel du vote « régionaliste » bavarois de centre-droit. Dans cette entreprise, il était concurrencé par l'Union chrétienne sociale (CSU), qui se décline comme un parti régional au titre de branche bavaroise de la démocratie chrétienne allemande. Le moment crucial de la compétition s'est articulé sur deux élections en deux ans : l'élection nationale de 1949 et l'élection régionale de 1950.

Tableau 21
Résultats du parti bavarois aux élections nationales et régionales en Bavière

	<i>Elections nationales</i>	<i>Elections de Land</i>	<i>Elections nationales</i>	<i>Elections de Land</i>
<i>Bavière</i>				
1946		0,00	1974	0,80
1949	20,87		1978	0,40
1950		17,90	1982	0,50
1953	9,18		1986	0,60
1954		13,20	1987	0,39
1958		8,10	1990	0,49
1962		4,80	1994	0,63
1966		3,40	1998	0,40
1969	0,87		2002	0,13
1970		1,50	2003	1,49

En 1949, tout en décrochant un cinquième des voix, le parti bavarois fut devancé par l'Union chrétienne sociale qui, de fait, endossa le label de parti défenseur des intérêts de la Bavière. Un an plus tard, le phénomène fut non seulement confirmé mais amplifié. Le parti bavarois décrocha certes encore 18% des voix mais l'écart avec la CSU se creusa (voir tableau 21). Le parti bavarois cessa vite de se présenter aux élections nationales mais tenta encore sa chance aux élections régionales. Sans guère de succès. Le BP sombra dans l'insignifiance politique, dont il n'a pu sortir en dépit du choix de se représenter à nouveau aux élections nationales.

2. *Le Comité électoral du Schleswig du sud (ssw)*

En Allemagne, une autre formation doit être prise en considération comme formation régionaliste, le Comité électoral du Schleswig du sud (ssw), qui est le parti de défense de la minorité danoise dans le Land du Schleswig Holstein.

Cette petite formation s'est présentée à tous les scrutins régionaux depuis la libération. Durant les vingt premières années, son pourcentage a décliné, à telle enseigne qu'elle n'est pas parvenue à décrocher un siège régional entre 1954 et 1958. Après une période de stagnation politico-électorale relativement longue, le parti a connu un regain de popularité depuis quinze ans et a obtenu aux trois derniers scrutins des scores sensiblement supérieurs à ceux qu'il enregistrait dans les précédents scrutins.

Tableau 22
Résultats électoraux du ssw aux élections régionales et nationales

	<i>Elections nationales</i>	<i>Elections régionales</i>		<i>Elections nationales</i>	<i>Elections régionales</i>
<i>Schleswig Holstein</i>					
1947		9,27	1976		
1949	5,39		1979		1,46
1950		5,48	1980		
1953	3,30		1983		1,31
1954		3,54	1987		1,50
1957	2,46		1988		1,70
1958		2,80	1990		
1961	1,87		1992		1,90
1962		2,35	1994		
1965			1996		2,55
1967		1,91	1998		
1969			2000		4,12
1971		1,39	2002		
1972			2005		3,62
1975		1,38			

Il est à noter qu'il bénéficie, comme parti représentant d'une minorité nationale, d'une protection institutionnelle. Il n'est en effet pas tenu d'atteindre le seuil de 5% pour décrocher un siège. En revanche, il doit atteindre un nombre de voix au moins équivalent au dernier siège attribué à l'aide du système D'Hondt en cas de proportionnelle sans seuil.

Bien que formation très modeste, le SSW peut occasionnellement jouer un rôle non négligeable dans la vie politique du Land. Ainsi à l'occasion des élections régionales de 2005, ses deux sièges ont indirectement joué un grand rôle dans la détermination de la coalition. Ils ont empêché la constitution d'une coalition CDU-FDP et forcé la grande coalition CDU-SPD.

Au plan national, après s'être présenté aux élections législatives au lendemain de la deuxième guerre mondiale, le Comité électoral du Schleswig sud a décidé d'interrompre sa participation dans la mesure où ses perspectives de pouvoir glaner un siège étaient très faibles sinon nulles.

G. La Roumanie

1. L'Union démocratique des Hongrois de Roumanie (UDMR)

L'Union démocratique des Hongrois de Roumanie est une formation communautaire de défense de la minorité magyare en Roumanie. Depuis la chute du régime communiste, ses scores auprès de la population hongroise de Roumanie sont stables.

Dans les circonscriptions où résident un certain nombre de Magyars, l'UDMR décroche un score moyen de 25%. Dans le système de partis politiques en Roumanie, son rôle est essentiel car à ce stade, elle est une des rares formations à pouvoir s'allier soit avec les partis de centre-droit (anti-communistes) soit avec l'actuel parti social-démocrate (PSD), pour partie héritier de l'ancien parti communiste roumain. Son rôle peut dès lors être pivotale comme l'a encore montré l'élection nationale et présidentielle de décembre 2004.

Tableau 23
Résultats électoraux de l'Union démocratique des Hongrois de Roumanie (UDMR) aux élections nationales

	<i>Elections nationales (1)</i>
1996	27,80
2000	24,62
2004	23,88

(1) Circonscriptions de Alba-Arad-Bihar-Bistrita-Nasaud-Cluj-Covasna-Harghita-Maramures-Mures-Satu Mare-Salaj-Timis.

H. La France

Il existe en France une série de mouvements régionalistes, mais ceux-ci ont souvent une audience confidentielle à l'image du parti occitan ou de l'Union démocratique bretonne (UDB). Par ailleurs, il faut aussi mentionner la configuration complexe et mouvante en Corse²⁵. Dans cette contribution, nous envisageons deux formations : Alsace d'abord et la Ligue savoisienne.

1. Alsace d'abord

À l'instar de la Ligue du Nord en Italie ou du *Vlaams Belang* en Belgique avec lesquels il entretient des relations suivies, le parti Alsace d'abord combine une doublée identité : régionaliste dans la promotion des intérêts de l'Alsace, et de droite extrême. Créé en 1989, par Robert Spieler, en rupture de ban avec le Front national français (FN), Alsace d'abord a connu aux trois élections régionales qui se sont tenues depuis un succès d'estime croissant. Il est cependant handicapé par la contrainte institutionnelle : le système électoral uninominal à un tour en vigueur aux élections nationales et le mode de scrutin mixte à dominante majoritaire installé à l'échelon régional²⁶ rendent difficile pour lui la conquête d'un siège régional ou national. De plus, il est en concurrence rude avec son frère ennemi de l'extrême droite, le FN et aussi, dans une mesure nettement moindre, le Mouvement national républicain (MNR).

Cette observation ne doit toutefois pas occulter la progression tendancielle de ses performances, à telle enseigne qu'il a capté près de 10% aux élections régionales de mars 2004, où il a raté un siège de peu. Soulignons d'ailleurs que le jour même, il a conquis un mandat de conseiller général aux élections départementales.

Tableau 24

Résultats électoraux d'Alsace d'abord aux élections régionales en Alsace

	<i>Elections régionales</i>
1992	6,00
1998	6,15
2004	9,42

2. La Ligue savoisienne

La Ligue savoisienne a vu le jour en 1994 et annonce vouloir rendre caduc le « traité d'annexion » de la Savoie à la France de 1860. Souverainiste savoisienne, la Ligue s'est présentée aux élections régionales de 1998 dans la région Rhône-Alpes et a conquis un siège de député régional. Mais cette petite percée électorale a été sans lendemain et, en 2004, la Ligue savoisienne a renoncé à se présenter à nouveau.

2. Des partis en développement ?

À la lumière des résultats brièvement présentés dans la première partie, nous pouvons répondre à notre question sous forme d'alternative : le fait régional est-il

en phase avec le développement électoral et politique de partis régionalistes ou est-il (partiellement) indépendant de l'action de partis régionalistes. Un premier élément de réponse consiste à classer les partis régionalistes à l'aune de leurs performances électorales ces quinze dernières années à l'aide de quatre configurations : (a) stabilité, (b) progression, (c) déclin et (d) disparition.

A l'examen des trente-deux formations politiques considérées, on relève une faible homogénéité des situations politico-électorales. En effet, huit partis régionalistes peuvent globalement être appréhendés comme des acteurs stables sans à-coups dans leurs performances électorales. Onze formations régionalistes sont dans une courbe tendanciellement ascendante depuis une quinzaine d'années. *A contrario*, dix partis régionalistes se déclinent comme des formations en déclin électoral et trois ont disparu de l'échiquier politique : la *Volksunie* et le Rassemblement wallon en Belgique, et *Herri Batasuna* qui a été interdit par la justice espagnole. On ne peut donc épingler ni mouvement ascendant d'ensemble, ni déclin prononcé. Le paysage des partis régionalistes est pour le moins bigarré.

Tableau 25
Configuration des partis régionalistes en Europe

<i>Stable</i>	<i>Progrès</i>	<i>Déclin</i>	<i>Disparition</i>
SFP	<i>Vl. Belang</i>	FDf	<i>Volksunie</i>
N-VA	ERC	CIU	RW
PNV	PRC	EA	HB
PA	<i>Chunta</i>	PAR	
SVP	BNG	UV	
UV	CC	SDLP	
SSW	BNV	PSdAZ	
UDMR	SF	LN	
	PC	BP	
	SNP	Ligue de Savoie	
	Alsace d'abord		

Au-delà des mouvements enregistrés, dans quelle mesure avons-nous affaire à des *partis relevant* ? Même à partir de la définition de Sartori²⁷, il n'est pas aisé de déterminer la relevance d'un parti. En première approche, nous reprenons un critère proposé par Herbert Kitschelt dans son travail sur les partis de la gauche libertaire. L'auteur américain classe comme parti relevant tout parti ayant obtenu au moins 4% des suffrages à une élection (nationale ou présidentielle)²⁸. Dès lors que nous avons affaire à des partis régionalistes, nous considérerons comme relevante toute formation ayant décroché au moins une fois 4% lors d'une élection nationale ou régionale dans l'espace où il se présente. Classant les partis de la sorte, nous approfondissons et complétons le travail mené par Jordi Argelaguet²⁹.

A l'aune de cet indicateur, les trente-deux partis analysés sauf un sont rélevants. Seule la Ligue de Savoie n'est jamais parvenue à atteindre 4% à une élection régionale ou nationale dans la circonscription où elle se présente. Si nous examinons la situation à la lumière de la dernière élection nationale ou régionale ayant eu lieu, vingt-trois formations ont réussi à atteindre 4% des suffrages dans l'espace où ils se présentent, ce qui atteste du caractère significatif de la famille des partis régionalistes. Nous pouvons approfondir l'indicateur électoral pour mesurer l'importance des partis régionalistes : combien ont déjà atteint le cap des 15% et combien l'ont décroché lors du dernier scrutin national ou régional ?

Le fait est marquant, vingt-quatre formations ont décroché le score appréciable de 15% dans leur espace politico-territorial au moins une fois dans leur histoire électorale. Et si l'on se rapporte à la dernière élection régionale ou nationale, la moitié d'entre eux a atteint cette performance. Ainsi donc, si la formation des partis régionalistes n'est pas nécessairement dans une phase ascendante, elle demeure un groupe d'acteurs politiques et électoraux importants dans plusieurs Etats européens, et leurs sous-systèmes politiques.

En deuxième approche pour déterminer la relevance d'un parti, nous reprenons un des termes de Sartori : la traduction parlementaire d'un résultat électoral. En effet, cette traduction dépend du système électoral³⁰ à l'œuvre, de même que de la dimension démographique de l'espace considéré. Sous cet angle, presque tous les partis ont décroché au moins une fois un ou plusieurs sièges. Les deux exceptions sont le Bloc national de Valence et Alsace d'abord, qui est handicapé par les modes de scrutin à l'œuvre aux élections nationales et régionales françaises³¹.

En revanche, si nous nous référons au dernier scrutin national ou régional en date, le tableau est plus nuancé pour les partis régionalistes. Outre les trois partis qui ont disparu, le BNV et Alsace d'abord, trois autres formations n'ont pas réussi à enlever un siège : la Ligue de Savoie, le parti bavarois et l'Union valencienne.

Enfin, la relevance peut aussi être examinée à l'aune du rapport au gouvernement. Les partis régionalistes accèdent-ils aisément aux exécutifs nationaux ou régionaux ?

Vingt-deux partis sur trente-deux ont déjà exercé des responsabilités à l'échelon régional ou national. Le niveau de relevance est donc élevé à l'aune de cet indicateur. Trois formations ont exercé (ou exercent) le pouvoir dans un exécutif national *et* dans un exécutif régional : la *Volksumie*, le Front démocratique des francophones et la Ligue du nord ; trois n'ont été (ne sont) présents qu'au seul échelon national : le Rassemblement wallon, le parti populaire suédois et l'Union démocratique des Hongrois de Roumanie ; les seize autres partis ont été (sont) présents dans un exécutif régional.

Ajoutons que parmi les formations n'ayant pas encore accédé à un gouvernement, certaines ont pu ou peuvent avoir un potentiel de chantage élevé (*blackmail potential*) compte tenu de leurs poids électoral et parlementaire. Nous songeons particulièrement au *Vlaams Belang* en Belgique. Son poids au dernier scrutin a obligé la confection d'un exécutif régional flamand, composé de cinq partis, pour éviter sa présence. C'est largement le cas du parti national écossais et, dans une moindre mesure, du parti du Pays de Galles, dont les résultats aux élections régionales de 1999 ont orienté l'action du parti travailliste dans les nouvelles institutions. Enfin, ce fut aussi le cas – et cela l'est peut-être toujours – d'*Herri Batasuna* au Pays basque.

Tableau 26
Indicateurs de relevance des partis régionalistes en Europe

	<i>Au moins une fois 4%</i>	<i>Au moins une fois 15%</i>	<i>Au moins un siège à une élection</i>	<i>Au moins 4% lors de la dernière élection</i>	<i>Au moins 15% lors du dernier scrutin</i>	<i>Au moins un siège lors de la dernière élection</i>
SFP	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Oui
<i>Volksunie</i>	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Non
N-VA	Oui	Non	Oui	Oui	Non	Oui
<i>Vl. Belang</i>	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
RW	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Non
FDf	Oui	Oui	Oui	-	Non	Oui
CIU	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
ERC	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
PNV	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
HB	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Non
EA	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Oui
PRC	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
PAR	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Oui
<i>Chunta</i>	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
PA	Oui	Non	Oui	Oui	Non	Oui
BNG	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
CC	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
UV	Oui	Non	Oui	Non	Non	Non
BNV	Oui	Non	Non	Oui	Non	Non
SDLP	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
SF	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
PC	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
SNP	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
SVP	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
PSdAZ	Oui	Non	Oui	Non	Non	Oui
UV	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
LN	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
BP	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Non
SSW	Oui	Non	Oui	Non	Non	Oui
UDMR	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
<i>Alsace d'abord</i>	Oui	Non	Non	Oui	Non	Non
<i>Ligue de Savoie</i>	Non	Non	Oui	Non	Non	Non

Tableau 27
Présence des partis régionalistes dans un exécutif régional ou/et national

	Gouvernement national	Gouvernement régional		Gouvernement national	Gouvernement régional
SFP	Oui	-	CC	Non	Oui
<i>Volksumie</i>	Oui	Oui	UV	Non	Oui
N-VA	Non	Oui	BNV	Non	Non
<i>Vl. Belang</i>	Non	Non	SDLP	Non	Oui
RW	Oui	-	SF	Non	Oui
FDf	Oui	Oui	PC	Non	Non
CiU	Non	Oui	SNP	Non	Non
ERC	Non	Oui	SVP	Non	Oui
PNV	Non	Oui	psdAZ	Non	Oui
HB	Non	Non	UV	Non	Oui
EA	Non	Oui	LN	Oui	Oui
PRC	Non	Oui	BP	Non	Non
PAR	Non	Oui	SSW	Non	Non
<i>Chunta</i>	Non	Non	UDMR	Oui	-
PA	Non	Oui	Alsace d'abord	Non	Non
BNG	Non	Non	Ligue de Savoie	Non	Non

3. Conclusion

La question de départ du présent texte était d'examiner dans quelle mesure l'affirmation du *fait régional* dans la décennie quatre-vingt-dix était concomitante au développement de formations politiques d'essence ethno-régionaliste. Une alternative était ainsi présentée : (a) indépendance entre l'affirmation régionale et l'action de partis régionalistes ou (b) configuration d'en phase entre les deux.

Pour vérifier l'une ou l'autre hypothèse, nous avons décortiqué, dans le temps long, les résultats électoraux au plan national et régional de trente-deux formations régionalistes. Au terme de ce travail, nous avons pu observer que parmi les partis envisagés, il n'y avait pas de mouvements homogènes sur les quinze dernières années : si un tiers des partis sont en progrès électoral, 35% sont en déclin ou ont disparu, et le reste a une courbe relativement stable. Ainsi donc, même si certains partis ont attiré l'attention dans la précédente décennie sur la revendication régionaliste (par exemple la Ligue du nord et le *Vlaams Belang*), ils ne sont qu'un élément du puzzle des partis régionalistes et n'expliquent pas à eux seuls – loin s'en faut – l'affirmation du fait régional, notamment dans les institutions européennes, dans les années quatre-vingt-dix. Epingleons d'ailleurs que deux des Etats fédéraux de l'Union européenne, l'Autriche et l'Allemagne, sont quasi exempts de partis régionalistes.

Dans le même temps, nous avons pu mettre en évidence que les partis régionalistes sont néanmoins des partis avec lesquels il faut (a fallu) compter. En effet, la grande majorité d'entre eux peuvent être qualifiés de partis relevant. Seule la Ligue de Savoie n'a jamais réussi à franchir la barre des 4% dans son espace politico-territorial. Envisagé à l'aune de la représentation parlementaire, on note que seuls deux partis n'ont jamais décroché de sièges à l'occasion d'une élection régionale ou nationale : Alsace d'abord et le Bloc national de Valence.

Par-delà cet examen au plan électoral, nous avons aussi relevé que la participation gouvernementale n'est pas un fait exceptionnel pour les partis régionalistes. Nous avons en effet recensé vingt-deux partis ayant déjà exercé au moins une fois les responsabilités gouvernementales au plan national ou/et régional. Et parmi les partis n'ayant pu atteindre ce stade, plusieurs peuvent être des acteurs électoraux et politiques très significatifs : le Bloc national de Galice, le *Vlaams Belang*, le parti du Pays de Galles et le parti national écossais, par exemple.

Notes

¹ M. CROISAT, J.-L. QUERMONNE, *L'Europe et le fédéralisme*, Paris, Montchrestien, 1999, p. 38.

² E. MINGIONE, « Italy. The resurgence of regionalism », *International Affairs*, 69/2, 1993, p. 305-318.

³ E.D. MANSFIELD, H.V. MILNER, « The new wave of regionalism », *International Organization*, 53/3, 1999, p. 589-627.

⁴ M. NEWMAN, *Democracy, Sovereignty and the European Union*, Londres, Hurst & Company, 1997, p. 115 et s.

⁵ H. TÜRSAN, « Ethnoregionalist Parties as ethnic Entrepreneurs », in L. DE WINTER, H. TÜRSAN (ed.), *Regionalist Parties in Western Europe*, Londres, Routledge, 1998, p. 1-16.

⁶ L'auteur met en parallèle l'augmentation de la fragmentation territoriale et la présence de cinquante mouvements politiques régionalistes. T.O. HUEGLIN, « Regionalism in Western Europe : Conceptual Problems of a new political perspective », *Comparative Politics*, 18/4, 1986, p. 439.

⁷ D.-L. SEILER, *Les partis autonomistes*, Paris, Presses universitaires de France, 1994 (2^e édition), p. 12.

⁸ D.-L. SEILER, *Les partis politiques en Occident. Sociologie historique du phénomène partisan*, Paris, Ellipses, 2003, p. 99.

⁹ J. ARGELAGUET, *The Regional parties in the government or at the opposition. How, when and why ?*, paper presented at the ECPR joint session, workshop : Building a Party family : comparing Regionalist Parties, Edinburgh, April 2003, p. 3.

¹⁰ L. DE WINTER, H. TÜRSAN, « Les partis ethno-régionalistes en Europe », *Revue internationale de politique comparée*, 5/1, 1998, p. 152.

¹¹ *Ibid.*, p. 154.

¹² J. BLONDEL, « Party Systems and Patterns of Government in Western Democracies », *Canadian Journal of Political Science*, 1/2, 1968, p. 180-203.

¹³ P. DELWIT, E. VAN HAUTE, « L'implosion et la fin d'un parti : la Volksunie », *L'année sociale 2001*, Bruxelles, De Boeck, 2002, p. 13-24.

¹⁴ Dans le sens que lui donne Jean Charlot : « Du parti dominant », *Projet*, 1970.

¹⁵ T.D. LANCASTER, M.S. LEWIS-BECK, « Regional Vote Support : the Spanish case », *International Studies Quarterly*, 33/1, 1989, p. 29-43.

¹⁶ J. ARGELAGUET, « L'Esquerra Republicana de Catalunya : la troisième force de l'espace politique catalan », *Pôle sud*, 20, 2004, p. 15.

¹⁷ S. BEN-AMI, « Basque Nationalism between Archaism and modernity », *Journal of contemporary history*, 26/3-4, 1991, p. 397.

¹⁸ J.M. MATA, *Nationalism and Political Parties in the Autonomous Community of Basque Country. Strategies and tensions*, Barcelona ICPS Working Paper, 1998, n° 137, p. 12.

¹⁹ Pour leur part, les élus de CIU, d'IU, du BNG et de la *Chunta Aragonesista* s'abstenaient. Les députés du PNV, d'EA, d'ERC et d'IC ont voté contre. *Indymedia. Euskal Herria*, 27 août 2002.

²⁰ I. LAGO, R. MAIZ, « Le nationalisme galicien : opportunités, mobilisation politique et coordination électorale », *Pôle sud*, 20, 2004, p. 30.

²¹ J. L. NEVWELL, « The Scottish National Party. Development and change », in L. DE WINTER, H. TÜRSAN (ed.), *op. cit.*, p. 106.

²² Ch. ROUX, « Des difficultés de la contestation périphérique dans le Mezzogiorno. L'exemple du parti sarde d'action », *Pôle sud*, 20, 2004, p. 152.

²³ D. WOODS, « The crisis of Centre-Periphery integration in Italy and the rise of Regional Populism : the Lombard League », *Comparative Politics*, 27/2, 1995, p. 187-203.

²⁴ M. GOMEZ-REINO CACHAFEIRO, « La Lega Nord : mobilisation et revendication du « nationalisme padan » », *Pôle sud*, 20, 2004, p. 134.

²⁵ E. DUPOIRIER, *La question de l'identité et des partis régionalistes corses*, Barcelone, ICPS Working Paper, 2001, n° 190.

²⁶ P. DELWIT, « The March 2004 Regional Elections in France : Term for a transfer of Power », *Regional and Federal Studies*, 14/4, 2004, p. 580-590.

²⁷ G. SARTORI, *Parties and party systems. A framework for analysis*, Cambridge, Cambridge University Press, 1976.

²⁸ H.P. KITSCHLITZ, « Left Libertarian Parties/explaining innovation in Competitive Party Systems », *World Politics*, 40/2, 1988, p. 198.

²⁹ J. ARGELAGUET, *The Regional parties op. cit.*

³⁰ R. GUNTHER, « Electoral Laws, Party Systems and political elites : the case of Spain », *The American Political Science Review*, 83/3, 1989, p. 835-858.

³¹ Cet exemple nuance le propos de De Winter selon lequel le mode de scrutin « ne semble pas avoir un impact » (« Conclusion. A comparative analysis of the electoral, office and policy success of ethnoregionalist parties », in L. DE WINTER, H. TÜRSAN (ed.), *op. cit.*, p. 242). Cela dit, dans une étude relative à vingt-six partis régionalistes en Europe sur une période de douze ans, J. Montabes Pereira, C. Ortega Villodres, et E.G. Pérez Nieto montrent que, tendanciellement, les partis régionalistes sont plus performants dans le cadre d'un mode de scrutin majoritaire que sous la proportionnelle (*Electoral Systems and Electoral Success of Regionalist Parties in Western Europe*, paper presented at the ECPR joint session, workshop : Building a Party family : comparing Regionalist Parties, Edinburgh, April 2003).